**Assemblée des communistes de la RATP du 19 janvier 2018**

**Rapport introductif d’Olivier MUÑOZ**

Cher-e-s camarades,

Au niveau international, le début de cette nouvelle année et la fin de l’année dernière marquent une exacerbation des tensions existantes :

* Au Proche-Orient d’abord, avec la recrudescence des purges en Turquie, la reconnaissance par les USA de Jérusalem comme capitale d’Israël et la multiplication d’emprisonnements de militants historiques et/ou symboliques en Cisjordanie (comme notre camarade Salah Hamouri).
* Entre les USA et la Corée du Nord, avec une menace de guerre nucléaire brandie par les deux camps, même s’il faut se féliciter de la détente récemment intervenue entre les deux Corée et qui constitue un camouflet pour Trump.
* En Europe même, avec des tendances aux dérives anti-démocratiques dans plusieurs pays comme la Pologne, et la montée des nationalismes et des replis régionalistes dans tous les pays cherchant à remplacer le clivage de classe par un clivage identitaire. C’est aussi vrai en France avec le cas en Corse où les nationalistes ont raflé l’assemblée de Corse en Novembre et où la gauche ne dépasse même pas la barre symbolique des 10%, toutes tendances confondues.

Au niveau national, Macron s’illustre par son insistance dans une politique ultra-libérale profondément en faveur des plus riches et de quelques grosses entreprises privées, quel qu’en soit le coût pour la société. Il avance en fait dans son projet de remodelage de toute la société pour l’adapter à la mondialisation capitaliste et créer les conditions d’un nouveau transfert massif de richesses du travail vers le capital.

Après une loi Travail taillée sur mesure pour le MEDEF, c’est le sens des autres réformes en cours : retraites, formation professionnelle, sélection à l’entrée à l’université, suppression des départements, ainsi que de la nouvelle vague de privatisations.

Dans ce cadre, un nouveau cap est en passe d’être franchi dans la recherche à tout prix de profit pour les entreprises privées avec de l’argent public.

Les exemples ne manquent pas, et pas seulement au niveau national, de cas d’externalisations vers le privé de missions de services publics : casse du système de retraite en faveur des mutuelles privées, chiens démineurs privés à la RATP et la SNCF, transfert de l’effort d’innovation vers des start-up financées sur des fonds publics c’est le cas dans notre entreprise, mise en place dans certaines communes du vote sur machines électroniques qui, sous couvert de modernité, permet de donner de l’argent à une entreprise là où il n’y en avait pas avant, mise en place depuis le 1er Janvier d’entreprises privées pour remplacer les pervenches à Paris et dans d’autres villes, etc…

Ce sont des éléments qui peuvent paraître isolés, mais sont en réalité cohérents et marquent un nouveau pas en avant vers le *« tout privé »* ou le *« tout marché »* qui rend tout monnayable et permet de sortir directement de l’argent public pour le financement d’entreprises, sous couvert de *« rationalité »*, en empêchant des investissements utiles aux citoyens. Ce modèle de société, tant souhaité par le camp du Capital trouve son apogée aujourd’hui, même s’il a été très bien préparé dans les décennies passées par les derniers gouvernements libéraux, de droite comme de gauche.

Dégrader des services publics pour, dans l’immédiat, économiser des budgets et à plus long terme inciter les populations à se détourner du public et aller vers le privé.

Deux exemples résument parfaitement cette logique : les retraites et le traitement actuellement infligé à la SNCF.

* Pour les retraites, 25 années de réformes régulières et rétrogrades ont poussé de plus en plus de salariés à une résignation quant à leur espérance d’un bon niveau de pension lorsqu’ils arriveront en retraite. Pire, les jeunes salariés qui rentrent actuellement sur le marché du travail sont de plus en plus nombreux à se dire qu’ils n’auront pas de retraite.

Au-delà des quelques *« économies »* que ces réformes ont permis, l’enjeu fondamental a été de préparer les esprits à ne plus compter sur le système public et collectif de retraites que nous connaissons jusque-là et donc répandre l’acceptation d’un système de retraite privée, via des mutuelles privées, des assureurs ou des fonds de pension. La meilleure preuve de ce phénomène est la multiplication des offres de constitution de plans d’épargne retraites par les banques et assurances ces dernières années.

* Dans le cas de la SNCF, ce sont également des décennies de désinvestissement, de suppressions de lignes, de baisse de moyens et de personnels qui conduisent à un réseau dégradé, avec de plus en plus d’incidents et donc de mécontentement des usagers et de l’opinion publique que l’on peut facilement transformer ensuite en une volonté politique de privatisation, sous un pseudo-prétexte « d’efficacité » dans la gestion privée dont ne serait supposément pas capable le public.

Ne sous-estimons pas la question, car s’il s’agit bel et bien d’un objectif classique du Capital de pouvoir récupérer des parts de marché et tirer du profit, là où il n’a actuellement pas sa place, pour autant la méthode est nouvelle et inquiétante.

Elle consiste en une combinaison entre, d’un côté, rendre le service public inefficace et impuissant à coup de sous-investissements et, d’autre part, mener une bataille idéologique en faveur de la privatisation. Le risque pour nous et toute l’efficacité de cette méthode est de faire passer le privé comme la solution aux limites rendues bien visibles du public, comme ça commence à être le cas dans divers secteurs.

A la RATP, cette logique de privatisation est également à l’œuvre sous plusieurs formes :

* La volonté de privilégier les filiales de droit privé et de réduire la place de l’EPIC au sein du Groupe, en premier lieu pour l’exploitation des futures dessertes en Ile-de-France ;
* L’accentuation de la politique de productivité contre l’emploi qui s’accompagne d’un développement de la sous-traitance et de l’externalisation d’activités ;
* Le tout accompagné d’une intense offensive idéologique contre les agents publics sous statut qu’on présente en interne comme « trop coûteux » et en externe comme des *« fainéants inefficaces*».

Cette stratégie de privatisation est évidemment également portée par V. Pécresse et la direction d’Ile-de-France Mobilités.

Une double bataille, pour plus de moyens d’une part et pour une gestion publique des transports d’autre part est ainsi engagée. Un épisode important de cette bataille va se jouer dans les semaines à venir, puisque le Conseil d’IdFM va examiner le 14 février les appels d’offres du T9 et des premières lignes du réseau Optile, avec en jeu la possibilité ou pas pour l’EPIC RATP d’exploiter demain ces dessertes. Une mobilisation est en construction ce jour-là pour appuyer l’intervention de nos 3 élus.

Cette question des transports franciliens a fait l’objet la semaine dernière d’une table-ronde organisée par le groupe communiste au Sénat : une petite délégation de notre section a été reçue par Eliane Assassi, présidente du groupe et divers autres sénateurs communistes, en même temps que des camarades de la SNCF, des membres du collectif *« Non au CDG Express »* et quelques élus communistes locaux pour faire un tour d’horizon des problématiques rencontrées.

Cette rencontre avait notamment pour but de préparer un débat national ce mardi au Sénat sur la question des transports en Ile-de-France, à laquelle nos camarades ont également été invités et dont ils nous feront un petit compte-rendu. Les interventions de nos sénateurs vous ont d’ailleurs été envoyées par mail dès mercredi. Elles ont notamment traité du déséquilibre urbain domicile/travail entre l’Est et l’Ouest parisien, de la gestion du fret, du manque d’investissements qui s’aggrave et des conséquences que cela implique pour l’efficacité du service, ainsi que sur la santé et le quotidien des usagers et des personnels.

Tous les participants à la table-ronde de la semaine dernière ont considéré cette rencontre utile et l’idée de la pérenniser semble se dessiner, peut-être au travers de l’élargissement du Collectif régional *« Mobilité »* qui existe déjà et réunit plusieurs camarades de notre section et de nombreux autres acteurs communistes du transport en Ile-de-France.

Ce type d’échanges entre les divers acteurs (élus nationaux, élus locaux, militants politiques et syndicaux) est indispensable pour alimenter efficacement les réflexions et les actes des uns et des autres en s’enrichissant des expériences et des connaissances de chacun.

Si nous voulons veut être efficaces contre la politique de Macron et aider le mouvement populaire à grandir, il faut bien mesurer bien la situation politique dans laquelle nous nous trouvons.

La côte de Macron est un peu remontée ces derniers mois, mais l’effet des mesures, notamment fiscales, sur la population ne va tarder à se faire sentir. Ne sous-estimons pas non plus les mobilisations multiples qui se développent localement et nationalement, comme celle victorieuse des Pimkie contre la volonté de leur imposer la rupture conventionnelle collective, ou celle pour la sauvegarde du potentiel industriel d’Alstom.

L’aspiration à autre chose, à inventer la société et le monde de demain est bien réelle, mais pas encore assez puissante. Il y a besoin d’une initiative politique cohérente s’inscrivant dans la construction d’une alternative à la politique du pouvoir en place. En particulier, il y a besoin d’avancer sur les contenus de cette alternative.

C’est le sens des Etats Généraux du Progrès Social, à l’initiative de notre Parti, qui auront lieu le Samedi 3 Février et qui se basent sur ce principe d’échange et d’enrichissement mutuel entre acteurs politiques, syndicaux et sociaux.

Ces Etats Généraux visent trois objectifs : faire converger les actrices et les acteurs de nombreuses luttes en cours, nourrir ces mobilisations de propositions politiques viables et travailler à la construction de fronts d’action dans différents domaines et dans la durée.

La journée se déroulera en deux parties.

Le matin, 4 ateliers thématiques se tiendront sur :

* *« L’Industrie, pas de progrès social ni écologique sans industrie »*, ici-même au siège du Parti,
* *« Le Logement, un droit humain fondamental »* à Saint-Denis,
* *« Les services publics et la protection sociale »* à Ivry,
* *« Le travail et l’emploi, en finir avec le chômage et la précarité »* à Malakoff.

Et ensuite il y aura une plénière à Montreuil : *« Contre la politique de Macron, faisons converger nos luttes »*, qui permettra de reprendre et présenter les avancées du matin.

De nombreux militants et responsables politiques et syndicaux, notamment de certaines entreprises en lutte, ont d’ores et déjà annoncé leur participation à cette initiative qui pourrait s’avérer très intéressante pour échanger et contribuer à appuyer et développer des luttes concrètes et des batailles idéologique comme celle sur le sens des services publics.

Au niveau parisien, la fédération va solliciter rapidement la participation des responsables de l’UD CGT et des diverses UL, ainsi que de certains des principaux syndicats de la capitale.

Notre section et ses adhérents ont bien sûr leur mot à dire sur chacun des 4 ateliers, d’autant plus en tant que section d’une entreprise directement impliquée dans une mission de service public et avec une dimension industrielle.

N’hésitons donc pas à nous inscrire et à participer à ces ateliers mais aussi à y inviter des militants syndicaux qui ne sont pas encore au Parti mais ressentent la nécessité de voir plus large, d’échanger avec des militants d’autres secteurs, et de trouver des solutions et des débouchés politiques concrets.

Si l’AG en décide ainsi, une adresse particulière pourrait être envoyée dans les jours qui viennent à l’ensemble de nos adhérents pour donner les informations utiles de cette journée, les inciter à y participer et surtout les inciter à solliciter autours d’eux les militants syndicaux et/ou associatifs qu’ils pensent intéressés à ce type d’échange. Ce peut être l’occasion de les mettre en contact avec des protagonistes de luttes victorieuses comme celle des Pimkie et de batailles à dimension nationale comme celle pour Alstom et ainsi leur donner un bol d’air et leur permettre de voir au-delà.

Cette initiative s’inscrit pleinement dans le cadre de la préparation de notre Congrès mais a aussi pour but de donner une perspective aux batailles que nous menons au quotidien.

Pour ne pas être plus long, je terminerai en parlant brièvement du suivi des diverses décisions prises à la dernière AG. La fin d’année et la trêve des fêtes nous ont empêché de contacter certains intervenants extérieurs et nous ont légèrement ralentis dans la mise en œuvre de certaines d’entre elles comme pour la vente de fruits et légumes toujours en cours d’étude ou les possibilités de notre participation à la campagne fédérale sur le logement.

En revanche, le *« Ça Roule »* sur les retraites, parfaitement d’actualité est terminé et en route pour l’imprimerie et sera donc disponible très prochainement.

De même, le groupe de travail en charge de la rédaction du Livret Retraites se réunit le 5 février avec Frédéric Rauch, économiste du Parti spécialiste des questions de protection sociale, qui nous avait fait une formation excessivement intéressante sur ce thème tout dernièrement.

Avec ces deux matériels, il s’agit de nous doter pour tout de suite et dans la durée de supports qui dénoncent le projet gouvernemental de retraites par points et popularisent les propositions du PCF. Et cela alors que le pouvoir entend engager de son côté une grande campagne dite de *« sensibilisation »* de mars 2018 à mars 2019, afin de préparer le terrain à son futur projet de loi.

Je vous laisse maintenant la parole et vous invite particulièrement à réagir sur notre capacité à mobiliser et participer aux Etats Généraux du Progrès Social.